



# M · A · R · E N · O · S · T · R · U · M

## **LE COMMERCE DE L'AFRIQUE EST AU PREMIER RANG DES PRIORITÉS DE L'OMC<sup>(1)</sup>**

Renato Ruggiero

*Ce dialogue vient à point nommé. En effet, le cinquantième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies offre l'occasion, comme celui de la Conférence de Bretton Woods l'an dernier, de méditer sur les réalisations passées, les problèmes actuels et les solutions futures en matière de coopération internationale. L'OMC étant l'organisation internationale la plus récemment établie, elle est vouée à travailler en commun avec d'autres organisations à la promotion de la croissance et de la stabilité à l'échelle mondiale, et je suis convaincu que la réunion d'aujourd'hui contribuera beaucoup à faire progresser cette coopération.*

*Les événements qui font date n'appartiennent pas toujours à un lointain passé. La réussite du Cycle d'Uruguay et la création de l'OMC le 1er janvier de cette année font assurément partie de ces moments historiques dont l'importance deviendra toujours plus évidente avec le temps. D'abord, la décision de mettre en place l'OMC constitue en soi l'un des exemples récents les plus marquants de la coopération économique internationale. Mais, ce qui est beaucoup plus important, c'est que l'établissement de l'OMC marque une étape cruciale vers la pleine intégration de tous les pays, quel que soit leur niveau de développement, dans un système commercial mondial caractérisé par des engagements pris en commun, des règles adoptées par tous et des chances partagées. J'ai la conviction qu'en améliorant la participation des pays moins avancés d'Afrique et d'ailleurs à la croissance économique, on crée de nouvelles possibilités de coopération.*

*Lorsque le GATT, prédécesseur de l'OMC, a été signé en 1947, seuls onze de ses membres étaient des pays en développement. Bien que le nombre de pays en développement membres et leur participation aient augmenté régulièrement, le GATT a éprouvé des difficultés à se débarrasser de l'étiquette de «club de riches». Ce temps est bien révolu. L'OMC est une organisation à l'établissement de laquelle les pays en développement ont autant participé que les autres. La réussite finale du Cycle d'Uruguay est due dans une large mesure au courage et à l'impulsion des pays en développement qui sont restés sur la voie de la libéralisation dans des moments où les pays industrialisés semblaient hésitants. A présent, les pays en développement – et les économies en transition – considèrent l'OMC à juste titre comme leur organisation. Ils constituent à l'heure actuelle plus des deux tiers des 100 Membres à part entière de l'OMC et représentent la grande majorité des pays qui on engagé de l'OMC et représentent la grande majorité des pays qui on engagé le*

*processus d'accession à l'organisation. Parmi ces futurs membres se trouvent la Chine et la Russie, dont l'entrée dans le système multilatéral et le respect de ses règles sont cruciaux non seulement pour la réalisation du marché mondial mais également pour la stabilité mondiale.*

*Cela va donc plus loin que la simple mise en place d'une organisation. Il s'agit de l'adaptation – au moment opportun – du système commercial multilatéral à un changement en profondeur de la géographie économique du monde. Si la plus grande intégration des pays en développement dans le système multilatéral a été le plus important résultat du Cycle d'Uruguay, c'est parce que ces pays se sont intégrés dans l'économie mondiale. Ils sont devenus de grands exportateurs dynamiques, de même que des importateurs. Leur part dans le commerce mondiale de produits manufacturés, par exemple, a doublé entre 1983 et 1993 pour s'établir à 20 pour cent. Cela signifie que le monde est actuellement beaucoup plus interdépendant sur le plan économique que les gouvernements sont parfois disposés à l'admettre. Il est indispensable que les pays tiennent compte de cette interdépendance au moment de l'élaboration de leur politique économique aux niveaux national et international plutôt que d'essayer de lutter contre elle.*

*C'est la raison pour laquelle les engagements et les règles du système multilatéral revêtent une importance primordiale pour l'évolution pacifique de l'économie mondiale. Le règne du droit dans les échanges est essentiel si l'on veut préserver la liberté de commerce; sans le droit, c'est la loi de la jungle qui prévaut, ce que même les puissants ne peuvent se permettre dans un monde interdépendant comme le nôtre.*

*Pour préserver l'efficacité et la crédibilité du système, il est impératif que les engagements contractés dans le cadre du Cycle d'Uruguay soient pleinement mis en oeuvre et respectés. Cela s'applique également aux engagements pris afin de déployer le maximum d'efforts pour faire profiter les pays les moins avancés des avantages de l'exportation: le «maximum d'efforts» doit se traduire par des mesures concrètes.*

*La mise en oeuvre des engagements issus du Cycle d'Uruguay – ainsi que le règlement de questions laissées en suspens comme les négociations sur les services – sera donc dans un proche avenir l'une des grandes préoccupations des décideurs économiques. Mais ceux-ci ne devraient pas laisser cette préoccupation les limiter à un point de vue essentiellement statique et obstruer leur vision des défis qu'ils doivent relever. Permettez-moi d'exposer brièvement quatre de ces défis.*

### **Le risque du néo-protectionnisme**

*Je mentionnerai premièrement le danger d'une résurgence du protectionnisme. Le vieux protectionnisme consistant à appliquer des droits de douane élevés et des obstacles à l'importation n'a pas disparu. Mais les accomplissements du GATT durant plus de 40 ans ont permis de réduire considérablement ses effets. A présent, le risque réside dans l'apparition d'un néo-*

(1) Extraits des remarques que M. Renato Ruggiero, Directeur général de l'OMC, a formulées à l'occasion du dialogue général organisé par le Conseil économique et social des Nations Unies (ECOSOC) sur le thème: «Faits nouveaux importants touchant l'économie mondiale et la coopération économique internationale», qui s'est tenu le 6 juillet 1995 à Genève, apparus sur FOCUS, OMC, juillet 1995.

protectionnisme insidieux qui tenterait d'utiliser les restrictions commerciales pour répondre aux inquiétudes largement répandues au sujet des normes relatives au travail, aux questions sociales et à l'environnement. Ces préoccupations sont légitimes mais les restrictions commerciales ne sont pas la solution. Limiter la capacité d'exportation des pays en développement réduirait leurs perspectives de croissance et leurs chances d'améliorer leurs conditions de travail. Il existe d'autres moyens, plus appropriés, de traiter ces problèmes – pour lesquels les travaux actuels du BIT sont de la plus haute importance. On peut citer les démarches politiques, la pression morale et la coopération entre gouvernements, branches de production, organisations internationales et bailleurs de fonds sur des projets déterminés. C'est une façon innovatrice de procéder qui commence à être appliquée. Il existe de nombreuses réponses possibles à une gamme si diverse de problèmes, mais le protectionnisme n'en fait pas partie.

Deuxièmement, un vieux débat est réouvert, qui oppose les partisans du système multilatéral et ceux qui préconisent des solutions bilatérales. Le renforcement du système multilatéral grâce à la création de l'OMC n'a pas clos ce débat, pas plus qu'il n'a chassé le spectre du protectionnisme.

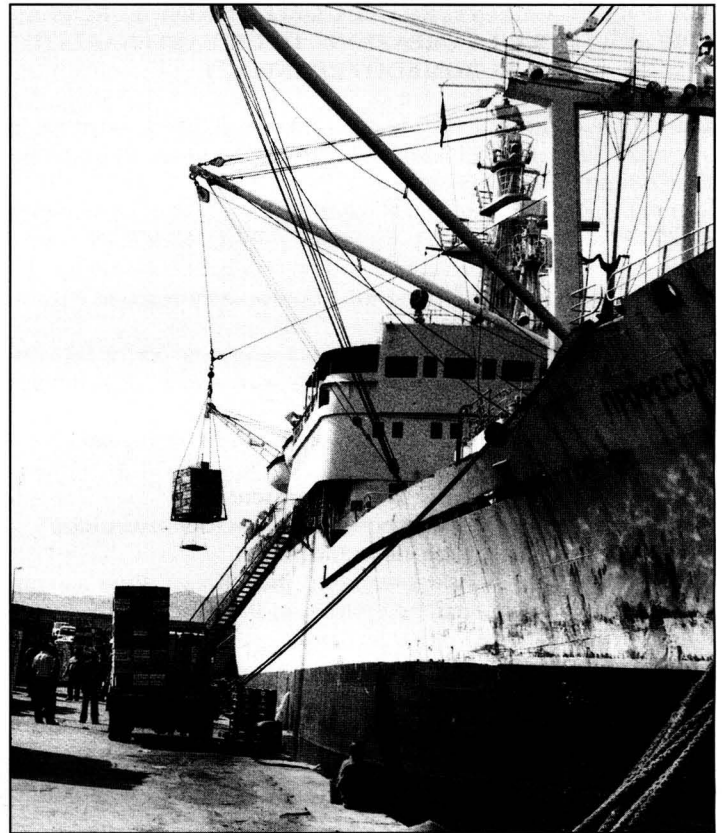
Troisièmement, il est possible qu'un déséquilibre se crée entre des initiatives régionales trop étendues et le système multilatéral. Jusqu'à présent, la libéralisation des échanges au niveau régional et celle réalisée à l'échelon multilatéral ont eu en général un effet favorable l'une sur l'autre, mais, dernièrement, des signaux d'alerte ont révélé que, dans certains milieux, les intérêts régionaux peuvent devenir plus attrayants. Si les initiatives régionales ne sont pas solidement fondées sur les principes et les règles du système multilatéral, elles risquent de créer des divisions entre les zones régionales, ce qui représenterait un grand danger compte tenu du poids politique de certains de ces systèmes. Elles risqueraient également de rouvrir le clivage Nord-Sud que les participants au Cycle d'Uruguay se sont efforcés d'effacer. Ici, l'enjeu dépasse largement le cadre des questions d'obstacles au commerce: il porte sur les obstacles séparant les peuples. La progression du système multilatéral a beaucoup contribué à lever ces obstacles. Tout affaiblissement de sa cohésion – et de son principe fondamental de non-discrimination – augmenterait les risques de tension et d'instabilité dans le monde dans les domaines économique, politique et même militaire.

### Le problème des sièges vides

Enfin, le problème le plus urgent à régler est celui des sièges vides autour de la table. Le fait que les pays les moins avancés d'Afrique et d'ailleurs ne bénéficient pratiquement pas des possibilités offertes par le système commercial de générer de la croissance est un sujet constant de honte pour nous tous.

L'OMC est fermement et activement résolue à améliorer cette situation. Pour pouvoir engager une action bien ciblée, le Secrétariat de l'OMC a entrepris un important travail de recherche sur les conséquences du Cycle d'Uruguay pour les pays africains. De nombreux gouvernements de la région ont exprimé leur inquiétude au sujet du rétrécissement des marges de préférence sur les marchés traditionnels et d'une hausse possible des prix des produits alimentaires sur le marché mondial; c'est pourquoi la recherche de la solution appropriées à ces questions constituera une partie importante du projet, dans le cadre d'une action plus large visant à favoriser le développement économique de la région grâce au commerce.

Nous nous attacherons à aider les pays africains à prendre plei-



nement conscience des possibilités que les Accords du Cycle d'Uruguay leur offrent d'accroître leurs échanges et de diversifier leurs marchés et leurs produits. Parallèlement, nous travaillons à l'amélioration de la coopération avec les autres organisations représentées ici aujourd'hui. Etant donné que nos domaines de compétence respectifs couvrent tous les aspects du développement, l'OMC doit exploiter l'expérience et le savoir-faire d'autres organisations afin d'élargir le champ de son analyse et de mieux cibler l'assistance qu'elle fournit.

La coopération dans ce domaine doit donner un exemple concret des avantages que présentent une meilleure cohérence dans l'élaboration des politiques économiques et l'amélioration de la collaboration entre les organisations internationales, objectif prioritaire pour tous nos pays membres – elle doit aussi constituer un mandat spécifique pour l'OMC. Mais, ce qui est plus important, elle doit combattre efficacement l'exclusion d'une si grande partie de la population mondiale de la possibilité de mener une vie meilleure.

En résumé, je crois qu'aujourd'hui, plus qu'à tout autre moment durant ces 50 dernières années, nous sommes prêts de parvenir à un consensus économique mondial sur le fait que l'expansion des échanges est le moteur de la croissance, que les marchés ouverts sont le clé de cette expansion et qu'un système multilatéral obéissant à des règles est la garantie fondamentale de cette ouverture. Mais nous sommes également tous d'accord sur le fait que la situation des pays les moins avancés, et notamment de l'Afrique, appelle une attention particulière. Si le commerce n'est pas la réponse à tous leurs problèmes, il n'en reste pas moins qu'il joue un rôle crucial dans la croissance économique sans laquelle très peu de ces problèmes peuvent être résolus. Par conséquent, permettre à ces pays de mieux profiter des avantages du système commercial mondial est un objectif qui vient au premier rang des priorités de l'OMC et à la réalisation duquel je m'engage personnellement.

## **LA POLITICA MEDITERRANEA DELL'UNIONE EUROPEA: PROPOSTE PER LA CREAZIONE DI UN PARTENARIATO EUROMEDITERRANEO<sup>(1)</sup>**

Come convenuto dal Consiglio europeo di Essen, la pace, la stabilità e la prosperità della regione mediterranea figurano tra le massime priorità dell'Europa.

Si tratta ora di orientare gli interventi della Comunità europea nella regione in funzione di queste priorità e di rispondere, attraverso azioni concrete, alle sfide politiche, economiche, sociali e ambientali che si pongono ai paesi della regione e quindi alla Comunità stessa:

In tutte le sue iniziative la Comunità europea dovrà favorire la partecipazione della società civile nei settori di cooperazione prioritari.

La Commissione propone tre grandi filoni di intervento prioritari, strettamente collegati:

- **sostegno alla transizione economica;**
- **sostegno a un migliore equilibrio socioeconomico;**
- **sostegno all'integrazione regionale.**

Gli interventi previsti saranno tanto più efficaci se si accompagneranno all'attuazione, da parte dei PTM interessati, di politiche economiche e sociali adeguate.

### **Sostegno alla transizione economica**

Questo campo d'azione deve tradursi, a parere della Commissione, in quattro settori d'intervento:

- la realizzazione di una zona euromediterranea di libero scambio
- la dinamizzazione del settore privato nei paesi mediterranei, anche attraverso l'ammodernamento e la ristrutturazione del settore industriale e la creazione di un sistema regolamentare adeguato;
- la dinamizzazione degli investimenti privati europei in questi paesi;
- l'adeguamento delle infrastrutture economiche e sociali.

Questi quattro settori d'intervento costituiscono un insieme coerente e devono consentire un rapido progresso verso un aggancio economico della zona mediterranea a Sud e a Est della Comunità, in cui queste due regioni siano reciprocamente partner privilegiati, e di accrescere la competitività globale dei partner mediterranei.

### **La realizzazione di una zona euromediterranea di libero scambio entro il 2010**

Questa zona di libero scambio sarà istituita nel quadro del rispetto degli obblighi derivanti dall'OMC e sarà aperta a tutti i paesi della regione che accettano i principi di base dell'economia di mercato e del pluralismo politico. La Comunità deve fissarsi l'obiettivo di concludere il più presto possibile una prima serie di accordi euromediterranei di associazione con Egitto, Israele, Marocco, Tunisia, Giordania e Libano.

La Comunità deve esprimere il suo auspicio che questi paesi avviino negoziati analoghi tra loro, nonché con i paesi associati non membri della Comunità (EFTA, PECO, Cipro, Malta e Turchia). Per incoraggiarli a farlo, la Comunità deve proporre la cumulabilità dell'origine e l'applicazione di norme in

materia di origine identiche a tutti i paesi che firmino tali accordi. Per massimizzare i vantaggi economici per tutte le parti interessate, l'applicazione di norme sull'origine identiche deve tuttavia accompagnarsi all'allineamento delle norme sull'origine dei paesi terzi a quelle della Comunità, in modo da creare un sistema di norme comuni per tutta la regione.

Questi accordi dovrebbero altresì comprendere disposizioni sistematiche in materia di i) norme, certificazioni di conformità, metrologia, gestione e garanzia della qualità; ii) proprietà intellettuale, iii) regole in materia di concorrenza; iv) cooperazione doganale, in particolare ai fini della lotta contro le frodi commerciali e il traffico di stupefacenti; v) ravvicinamento delle legislazioni, al fine di facilitare le condizioni di stabilimento e prestazione di servizi, nonché una clausola sugli "appuntamenti" per valutare periodicamente la possibilità di concludere un accordo preferenziale nel settore dei servizi.

La realizzazione di una zona di libero scambio, inoltre, implica anche la scomparsa degli ostacoli esistenti nel settore dei trasporti e di conseguenza l'adeguata estensione degli accordi euromediterranei di associazione a questo settore o la conclusione di un accordo specifico.

Nel settore agricolo, l'obiettivo deve restare il perseguimento di una progressiva liberalizzazione attraverso l'accesso preferenziale e reciproco dei prodotti agricoli che interessano le parti. A tale graduale apertura deve accompagnarsi l'istituzione di procedure di concertazione tra pubbliche autorità e operatori privati dei paesi interessati.

### **Dinamizzazione del settore privato**

Il progresso verso l'economia di mercato nella regione del Mediterraneo è una condizione indispensabile per una crescita economica duratura. Esso riveste un'importanza fondamentale dal punto di vista della creazione di posti di lavoro e dei redditi, di una maggiore efficacia economica, della creazione di opportunità per i giovani e, di conseguenza, anche dal punto di vista dell'equilibrio sociale e politico. La Comunità deve sostenere senza riserve tale evoluzione, intervenendo in diversi campi:

- la ristrutturazione dell'apparato produttivo, per raggiungere un livello di competitività sufficiente;
- l'ammodernamento delle imprese e il miglioramento del loro rendimento, anche attraverso la promozione dell'efficienza energetica
- lo sviluppo del quadro giuridico e regolamentare al cui interno operano imprese;
- una moltiplicazione dei partenariati di ogni genere con le imprese europee
- l'ammodernamento della formazione professionale in tutte le sue componenti la sua integrazione nello sviluppo globale dell'istruzione e della formazione
- l'ammodernamento e la semplificazione delle procedure amministrative.

A tal fine la Comunità dev'essere pronta ad attuare un programma di vasta portata di sostegno tecnico soprattutto alle piccole e medie imprese (PMI) per migliorare la qualità dei prodotti e dei servizi, compreso il turismo, l'organizzazione della produzione, la preparazione tecnica del personale ecc.

L'obiettivo principale dev'essere quello di consentire al settore privato dei paesi mediterranei di sostenere la liberalizzazione degli scambi e quindi la concorrenza sul mercato mondiale. La Comunità deve sostenere energicamente i paesi mediterranei in tale impresa nel corso dei prossimi dieci anni.

Sarà necessario uno sforzo generalizzato, a partire dalla sen-

<sup>(1)</sup> Comunicazione della Commissione al Consiglio e al Parlamento Europeo.

sibilizzazione delle imprese stesse. Parallelamente, le associazioni di imprenditori, le federazioni di settore e le camere del commercio e dell'industria dovranno radicalmente rinnovarsi per poter offrire ai loro membri una vasta gamma di servizi (formazione professionale, promozione delle esportazioni ...). La Comunità sostiene già questi sforzi e aumenterà tale sostegno (si ricorda, a questo proposito la creazione a partire dal 1996 della Euro-Arab Management School con il sostegno della Comunità).

Anche nel settore finanziario sono necessarie fondamentali modifiche per coprire meglio il fabbisogno di finanziamenti delle PMI, anche tramite la creazione di adeguati sistemi di garanzia. Altrettanto indispensabile per migliorare le prestazioni delle PMI è lo sviluppo delle attività dei servizi alle imprese (consulenti, informatici, società fiduciarie, istituti di formazione, servizi vari ecc.)

La Comunità fornisce già un sostegno concreto in questo campo: si stanno aprendo o si apriranno prossimamente dei "business centres" al Cairo Casablanca, a Tunisi e ad Amman per fornire servizi alle imprese impegnate questo ammodernamento.

Anche la BEI potrebbe sostenere questa dinamizzazione del settore privato tramite i suoi finanziamenti su risorse proprie e capitali di rischio.

### ***Dinamizzazione degli investimenti privati europei***

Il corollario di quanto precede consiste in un grosso sforzo di incremento degli investimenti privati europei nella regione in tutte le forme.

Una massiccia crescita degli investimenti diretti stranieri è essenziale per la creazione di uno spazio economico euromediterraneo efficace. Investimenti di questo tipo, infatti, portano al tempo stesso capitali, tecnologie e know how e costituiscono pertanto uno stimolo indispensabile per lo sviluppo economico e sociale.

La prospettiva dell'emergere di una zona di libero scambio tra l'Europa e il Mediterraneo aumenta ovviamente l'attrattiva che quest'ultimo esercita per gli investimenti privati europei: diventerà interessante stabilire basi di produzione attorno al bacino mediterraneo per servire il grandissimo mercato che si sarà così creato tra l'Europa e il Mediterraneo. Gli accordi euromediterranei di associazione forniranno un quadro giuridico atto a garantire tali investimenti, mentre l'agevolazione degli investimenti europei nel campo dell'energia e l'associazione dei PTM al trattato della Carta europea dell'energia permetteranno loro di beneficiare di ripercussioni positive sulla cooperazione.

Naturalmente, una massiccia crescita dei flussi di investimento diretti europei nel Mediterraneo richiede anche altre misure di stimolo, da parte dei paesi interessati e della Comunità. I paesi mediterranei dovranno portare avanti i loro sforzi in direzione della stabilità politica economica, della privatizzazione e della deregolamentazione. I flussi di investimenti dall'estero dipenderanno soprattutto dal clima politico e amministrativo. Per quanto riguarda il contesto giuridico degli investimenti, la Comunità sosterrà gli sforzi di ammodernamento dei paesi mediterranei.

La Comunità continuerà a incoraggiare in via prioritaria le joint venture, la cooperazione industriale e i subappalti, in particolare tra PMI, attraverso tutta la gamma di strumenti di partenariato utilizzati dalla Commissione e dalla BEI, in collaborazione con società finanziarie. Essa dovrà intensificare gli sforzi in questa direzione.

La Commissione, infatti, ritiene opportuno destinare a questo obiettivo una quota sostanziale delle risorse della cooperazione finanziaria.

Si ricorda inoltre che, per promuovere una crescita degli investimenti nel Mediterraneo, sono attualmente allo studio varie iniziative (rafforzamento e intensificazione delle sinergie degli strumenti esistenti, eventuale creazione di un meccanismo finanziario specifico per il Mediterraneo).

### ***Adeguamento delle infrastrutture economiche***

Delle economie aperte, orientate al commercio internazionale, richiedono un sistema di infrastrutture economiche efficaci, in particolare in materia di trasporti, energia, telecomunicazioni, risorse idriche e bonifica. In questo campo i paesi mediterranei hanno già compiuto notevoli progressi. La Comunità, attraverso il bilancio e soprattutto tramite la BEI, si è già ampiamente impegnata nel finanziamento di programmi di ammodernamento delle telecomunicazioni, delle reti elettriche, della produzione e del trasporto di energia, dei porti, delle autostrade e degli aeroporti ecc.

I sistemi esistenti andranno comunque estesi e migliorati per rispondere alle crescenti esigenze derivanti dagli scambi e dagli investimenti e alla necessità di servizi efficaci, nonché per creare collegamenti interregionali. Nei prossimi dieci-venti anni saranno necessari grandi programmi di investimento.

La Comunità contribuirà al miglioramento delle infrastrutture assieme ai paesi interessati, agli altri donatori e agli istituti finanziari privati. Le privatizzazioni e altre forme di finanziamento e di gestione delle grandi infrastrutture economiche giocheranno un ruolo importante. La Comunità dovrà dunque mettere in comune con i partner interessati le sue esperienze in materia.

### ***Sostegno a un migliore equilibrio socioeconomico***

I paesi mediterranei devono attualmente affrontare – in misura diversa – molteplici sfide che vanno ben al di là della sfera puramente economica: problemi legati alla povertà, alle disuguaglianze sociali ed economiche, alla crescita demografica all'equilibrio tra città e mondo rurale, al degrado dell'ambiente, al traffico di stupefacenti, alla fragilità delle strutture democratiche, al crescere degli estremismi religiosi e del terrorismo, al risentimento e all'incomprensione culturale con l'Europa.

Avendo riaffermato a livello dei Capi di Stato e di Governo il suo impegno per il consolidamento della pace, della stabilità e della prosperità nella regione, la Comunità deve tradurre questa volontà in azioni concrete i cui vantaggi siano percepibili alla popolazione sulle due sponde del Mediterraneo.

La Commissione propone di agire in diverse direzioni:

- miglioramento dei servizi sociali, in particolare nel contesto urbano;
- sviluppo armonioso e integrato del mondo rurale;
- rafforzamento della cooperazione nel settore della pesca;
- tutela dell'ambiente
- impegno della società civile a favore dello sviluppo;
- sviluppo integrato delle risorse umane, in particolare istruzione e formazione professionale;
- consolidamento della democrazia e del rispetto dei diritti umani, che costituiranno un elemento essenziale delle relazioni della comunità con i Paesi interessati;
- sostegno agli scambi culturali;
- cooperazione e assistenza tecnica per ridurre l'immigrazio-

ne clandestina, il traffico di stupefacenti, il terrorismo e la criminalità internazionale.

### **Miglioramento dei servizi sociali in particolare nel contesto urbano**

I servizi sociali (istruzione primaria, sanità, habitat sociale, risorse idriche e bonifica e altre infrastrutture di base) devono essere migliorati per svariati motivi: i) per evitare che il processo di adeguamento strutturale, il rapido accrescimento della popolazione o il massiccio esodo dalle zone rurali, ad esempio, possano portare a un degrado delle condizioni di vita; ii) per evitare che l'aggancio economico all'Europa si traduca in un aggravamento delle disparità sociali.

Le spese sociali sono essenzialmente di competenza dei governi interessati. Date però l'ampiezza delle esigenze finanziarie e la gravità dei problemi che porrebbe anche alla Comunità un aggravarsi della situazione sociale, la Comunità deve contribuire a invertire le tendenze negative non solo con un sostegno finanziario, ma anche con un apporto di competenze specialistiche e uno scambio di esperienze.

A tale proposito, si dovrà dare la priorità alle condizioni sociali degli strati più svantaggiati della popolazione, in particolare dei giovani e delle donne, soprattutto nei settori dell'istruzione e della formazione di base.

### **Sviluppo armonioso e integrato del mondo rurale**

Un equilibrio tra mondo urbano e mondo rurale è particolarmente importante nei paesi mediterranei, nei quali una notevole percentuale della popolazione rimane economicamente e culturalmente legata al mondo rurale e la produzione agricola riveste un'importanza sociale che va ben al di là del suo valore economico.

Un esodo massiccio e incontrollato potrebbe inoltre avere conseguenze sociali, politiche e ambientali catastrofiche tanto per i paesi interessati quanto per la Comunità stessa.

La Comunità deve pertanto sostenere uno sforzo integrato di assistenza allo sviluppo del mondo rurale, che comprenda il finanziamento dello sviluppo agricolo propriamente detto, ma anche il miglioramento dei servizi di base (sanità, risorse idriche e bonifica, elettricità, istruzione) e lo sviluppo di attività collegate quali il turismo o altri servizi.

Questo orientamento dovrà rispecchiarsi nei programmi di cooperazione da concordarsi con ciascuno dei paesi della regione. La Comunità è inoltre disposta a rinsaldare i legami di cooperazione tra le sue regioni rurali e quelle dei paesi mediterranei e a fare beneficiare questi ultimi della sua esperienza, in particolare permettendo loro di partecipare alla rete europea di sviluppo rurale.

### **Rafforzamento della cooperazione nel settore della pesca**

L'eccessivo sfruttamento e il progressivo degrado delle risorse ittiche costituiscono una minaccia per la conservazione delle risorse del Mediterraneo. La Commissione si sforza dunque di promuovere una politica di gestione efficace delle attività di pesca nella regione. L'attuazione di tale politica richiede attività di valutazione e di monitoraggio delle riserve da svolgere o utilizzare in comune, quali la realizzazione di studi biologici e di azioni congiunte tra Stati mediterranei, nonché la creazione di un osservatorio scientifico comune.

### **Tutela dell'ambiente**

L'interdipendenza esistente, in campo ambientale, tra i paesi bagnati dal Mediterraneo e l'interdipendenza tra la politica am-

biennale e le altre politiche ne fanno un campo al tempo stesso privilegiato e naturale per rinsaldare i legami tra la Comunità e gli altri paesi della regione. Il fatto che, nonostante gli sforzi degli uni e degli altri, la situazione dell'ambiente continui a degradarsi, costituisce un ulteriore motivo per dedicare a questo aspetto particolare attenzione. E' indispensabile, nel comune interesse, rafforzare le nostre iniziative per invertire la tendenza attuale e operare per uno sviluppo sostenibile in tutta la regione.

In quest'ottica, la Comunità deve incoraggiare tutte le parti interessate ad accelerare l'adozione di politiche ambientali adeguate e ad integrare tale dimensione in tutte le politiche settoriali. Essa deve contribuire ad assicurare una maggiore efficacia delle azioni e un impatto più visibile sul benessere delle popolazioni. Più concretamente, si propongono i seguenti orientamenti:

- la Comunità dovrebbe favorire l'adozione di un programma di iniziative prioritarie a breve e a medio termine;
- il sostegno finanziario in questo campo dovrebbe concentrarsi essenzialmente su queste iniziative prioritarie. Si dovrebbero ulteriormente agevolare gli investimenti concessi attraverso prestiti a lungo termine con abbuono d'interessi;
- l'attuazione di questo programma dovrebbe essere seguita da un meccanismo di monitoraggio;
- in alcuni campi (quali la tutela dell'atmosfera) tutti gli Stati della regione dovrebbero adottare normative e misure adeguate in materia di legislazione ambientale;
- in una prospettiva più a lungo termine, si dovrebbero consolidare le iniziative nei settori della formazione, dell'istruzione, della creazione di reti e della definizione di dati ambientali;
- si dovrebbero infine sfruttare fino in fondo le strutture istituzionali esistenti, in particolare nel contesto della Convenzione di Barcellona del 1975 e del Programma d'azione per il Mediterraneo (PAM) per poter elaborare impostazioni comuni e verificarne meglio l'applicazione.

### **Impegno della società civile a favore dello sviluppo**

A questo fine la Comunità attua dal 1992 una cooperazione decentrata con operatori della società civile, basata sulla costituzione di reti tra istituzioni e organismi delle due sponde del Mediterraneo.

Tale cooperazione dev'essere portata avanti e migliorata in tutti i campi in cui una cooperazione diretta tra operatori della società civile si dimostra uno strumento adeguato, in particolare università, mezzi d'informazione, ricercatori e comuni.

La Comunità dedicherà particolare attenzione al ruolo che potranno svolgere le popolazioni migranti ai fini dello sviluppo del loro paese d'origine.

Le azioni sopra indicate, ed altre ancora da definire, consentiranno non solo di far conoscere meglio in Europa le sfide cui devono far fronte le popolazioni dei paesi del Sud, ma anche, attraverso la partecipazione attiva di importanti operatori di tali popolazioni, di rendere più dinamici i rapporti tra il Sud e l'Europa.

### **Sviluppo integrato delle risorse umane, in particolare attraverso l'istruzione e la formazione professionale**

Lo sviluppo dell'istruzione in tutte le sue componenti, compresi gli aspetti scientifico-tecnologici, costituisce una delle leve dello sviluppo. Particolare impegno si dovrà dedicare ai settori dell'istruzione primaria e secondaria, nonché alla ristrutturazione dei sistemi di insegnamento superiore.

Nel settore della formazione professionale occorre seguire con particolare attenzione il miglioramento della qualità e della ca-

pacità di innovazione dei sistemi di formazione, ponendo l'accento sull'integrazione dei giovani e delle donne nel mondo del lavoro.

La Comunità è pronta a mettere a disposizione dei suoi partners mediterranei la sua esperienza, nel rispetto delle reciproche identità culturali.

### ***Consolidamento della democrazia e del rispetto dei diritti umani***

La Comunità deve ampliare il dialogo in relazione alla democrazia e ai diritti umani.

Un dialogo adeguato, non solo con i governi, ma anche con i rappresentanti della società civile, e l'assistenza tecnica e finanziaria per la realizzazione di operazioni concrete, permetteranno di raggiungere questo obiettivo.

### ***Sostegno agli scambi culturali***

In campo culturale, la Comunità deve puntare a promuovere la reciproca comprensione tra le due sponde del Mediterraneo, favorendo e promuovendo il dialogo e gli scambi tra operatori culturali, associazioni e reti a vocazione culturale.

E inoltre importante a questo proposito intensificare gli sforzi di informazione e di comunicazione nella regione mediterranea.

### ***Cooperazione e assistenza tecnica per ridurre l'immigrazione clandestina, il traffico di stupefacenti, il terrorismo e la criminalità internazionale***

È importante che la Comunità ampli il dialogo e l'assistenza prestata nei settori che incidono sui flussi migratori, nonché sulla repressione del terrorismo e della criminalità internazionale. Una cooperazione amministrativa e tecnica coprirà i settori dello scambio di informazioni, della raccolta dati, dello

sviluppo dei sistemi giuridici e del rispetto degli accordi internazionali. Si dovrebbero inoltre prevedere iniziative a monte, quali la diversificazione dell'agricoltura nel caso della lotta al traffico di stupefacenti.

### **Sostegno all'integrazione regionale**

Perché possa nascere un vero spazio economico mediterraneo occorre che vi sia, aldilà di una maggiore integrazione tra Europa e paesi mediterranei, un grande sforzo d'integrazione tra i paesi mediterranei stessi.

La Comunità considererà prioritaria anche un'intensificazione dei legami di cooperazione e di comunicazione tra regioni limitrofe dall'una e dall'altra sponda del Mediterraneo, in particolare in sinergia con gli strumenti di cooperazione transfrontaliera e interregionale decentrata esistenti dalla parte della Comunità.

Agli accordi di associazione con la Comunità dovranno dunque fra seguito analoghi accordi di libero scambio e di cooperazione tra tutti i paesi mediterranei. La Comunità dovrà sostenere questo processo in due modi:

- dovrà fornire il massimo incoraggiamento e l'assistenza adeguata alla creazione di strutture di cooperazione regionale;
- attraverso prestiti della BEI e risorse di bilancio essa dovrà contribuire al finanziamento delle infrastrutture economiche indispensabili per un incremento degli scambi regionali, in particolare nei settori dei trasporti, delle comunicazioni e dell'energia.

La Comunità dovrà inoltre incoraggiare, soprattutto nella sua azione in Medio Oriente, laddove esiste un reciproco interesse, il rafforzamento della sua cooperazione con i paesi del Golfo.

## **PREMIO «L. PERDISA»**

BOLOGNA - In data 10 maggio 1995 la Commissione del «Premio Luigi Perdisa» composta dai professori Amadei, Cesari, Goidanich, Lovato, Turtura e dal signor Alberto Perdisa, e presieduta dal professor Baraldi, ha assegnato all'unanimità il Premio 1995 al dottor Luigi Cattivelli.

Ricercatore presso l'Istituto Sperimentale per la Cerealicoltura sezione di Fiorenzuola d'Arda (PC), si è dedicato allo studio della biologia vegetale approfondendo in modo particolare l'interazione tra la pianta e l'ambiente. Utilizzando l'orzo come pianta modello e mediante l'uso di tecniche molecolari, Cattivelli, con l'aiuto di alcuni collaboratori, ha isolato e studiato i geni coinvolti nella resistenza delle piante verso situazioni sfavorevoli quali la bassa temperatura, la carenza idrica e l'attacco di patogeni, contribuendo in modo significativo alla comprensione dei meccanismi fisiologici e molecolari che consentono alla pianta di adattarsi all'ambiente. I risultati ottenuti hanno consentito a Cattivelli di sviluppare nuovi marcatori molecolari che, integrati nei tradizionali programmi di miglioramento genetico, potranno contribuire allo sviluppo di nuove varietà più adatte agli ambienti di coltura italiani.

Cattivelli si occupa inoltre di alcuni programmi per il miglioramento genetico dell'orzo e dell'avena.